



droit positif actuel, focalisation des aides à la reprise des exploitations, promotion de cette profession en dehors du monde agricole, diversification de la production pour multiplier la gamme possible des métiers et donc l'attractivité globale de la profession, développement et renforcement d'un pôle industriel dédié à l'agro-alimentaire, principalement constitué de PME.

La viabilité des exploitations dépendra de la maîtrise des investissements, notamment le coût du foncier, du matériel, de la main d'oeuvre possible et de la capacité de l'ensemble des acteurs des filières à trouver des débouchés pour leurs produits transformés.

Une agriculture par la qualité

La logique productiviste conduit à des effets pervers indéniables, élimination des agriculteurs, modèle inadapté à certaines zones, néfaste pour l'environnement. La logique de la qualité a ses propres contraintes. Elle renforce la technicité du métier de paysans, au regard de la complexité croissante des règles à suivre. Elle oblige à une pédagogie et une évolution des mentalités qui nécessite du temps pour tirer la profession vers le haut. Les tensions sur le nouveau cahier des charges AOC Ossau Iraty ont été révélatrices de la durée nécessaire aux adaptations. Un compromis nécessaire est à trouver entre la nécessité d'une rapidité pour répondre aux exigences des consommateurs, au souci de la durabilité et le temps nécessaire aux changements. Faute de quoi nombre de paysans risquent de se décourager.

Nous devons faire nôtre l'objectif fixé par le gouvernement basque : "un agriculteur doit obtenir par la qualité du produit un salaire équivalent à l'ouvrier ou l'employé de l'industrie et du commerce". Les résultats de leur politique de labellisation systématique, d'incitation et de contrôle de qualité devraient être connus des responsables locaux.

La qualité est la variable majeure pour les revenus des petites exploitations du Pays basque. La logique productiviste n'est pas adaptée au territoire basque et au taille de ses exploitations. La diversité des exploitations réside dans la maîtrise différente des charges, suivant le coût du foncier dans la zone concernée, le volume des investissements, les coûts de fonctionnement, mais elle est portée par deux logiques générales de recettes difficilement conciliables celle de la plus value par la qualité, l'effort du paysan est porté en priorité sur les conditions favorisant la qualité gustative et

sanitaire du produit ou celle de la quantité, l'effort du paysan est porté en priorité sur la façon de produire au maximum. La logique que nous défendons est celle d'une priorité à donner à la qualité tout en conciliant une variation de la production, autre source possible de revenu. De notre point de vue, attaquer le productivisme, c'est attaquer la logique du tout quantité, non la prise en compte de la quantité comme plus value possible sans remise en cause de la qualité. La question posée est celle de la maîtrise de cette quantité en fonction de l'offre sur le marché.

L'état actuel du marché du fromage de brebis est révélateur : une production locale insuffisante pour combler la demande, près de 25% de déficit de production.

Une réelle concertation sur l'évolution globale de l'offre de production dans sa quantité et sa qualité est nécessaire. Pour éviter ce type de déséquilibre seul un esprit de concertation réel permettra d'aboutir. La préoccupation pour l'avenir de ce territoire et de ses paysans doit être pris en compte au-delà de la défense des intérêts particuliers. Mais comment parvenir à ce scénario ?

Cela dépendra de l'état d'esprit général des acteurs en présence, de leur choix résolu en faveur d'une logique AOC ou d'une logique de marque du type Etorik utilisant le Pays basque essentiellement comme un vecteur de communication.

Diversifier le métier et les productions

On peut distinguer aujourd'hui 7 grandes familles de production à promouvoir : la production du lait de brebis et agneaux, des légumes et fruits, du lait de vache, des volailles et des palmipèdes, de la viande bovine, de porc, de céréales

La viabilité de l'agriculture de demain passera par une diversité des filières de qualité labellisées, par l'exploitation de nouvelles fonctions liées à la société contemporaine, un médiateur écologique pour montrer aux urbains le respect dû à la nature, un acteur du tourisme rural pour montrer aux vacanciers les richesses gastronomiques et culturelles de ce pays.

Une promotion de la ruralité

Sans un environnement vivant, les conditions de vie de l'agriculture se détérioreront, perte de services publics, d'un marché de proximité,



d'une vie sociale animée...

L'agriculteur est un maillon important et dépendant d'un monde rural à animer par des liens avec le Pays basque sud pour former de jeunes techniciens, pour susciter un esprit d'entreprise, la création de zones artisanales, un plan d'urbanisation raisonnable, le développement d'une politique de bourgs avec des lotissements communaux réfléchis sur des plans généraux dépassant l'échelle d'une commune.

Une politique transfrontalière systématique

Des échanges à tous les niveaux seraient enrichissants pour les acteurs du Pays basque pour apprendre de l'autre, vendre, travailler en commun par exemple dans la commercialisation internationale autour de l'image du Pays basque

Cela nécessite une impulsion résolue de la part d'une Chambre d'Agriculture Pays basque dégagée des pesanteurs de l'administration actuelle.



Communauté autonome basque

Pasajes : Un port sur la mer

Le projet d'un port extérieur, c'est-à-dire sur l'océan et adossé au Mont Jaizkibel, continue de faire parler de lui. En fait, ce sont trois projets qui ont fait l'objet d'une présentation dans la presse accompagnée de plans descriptifs. Dans le même temps, des représentants de la Diputación du Gipuzkoa se sont rendus sur place afin d'étudier les accès éventuels (route et tunnel) rendant possible la circulation de camions et autres engins indispensables à un pareil ouvrage.

« Udalbiltza » de Batasuna

Udalbiltza de Batasuna constitué à la suite du départ de la gauche radicale refusant de condamner le meurtre par E.T.A. du leader socialiste Buesa dans les jardins de Vitoria, s'est vu refusé de se rassembler à Beasain le 18 novembre dernier. Quelques uns d'entre eux se sont toutefois retrouvés le lendemain devant la Mairie en signe de protestation. Parmi eux se trouvaient deux élus de Saint-Sébastien, Iñigo Balda et Josetxo Ibazeta, ainsi que Loren Arkotxa. Ce dernier, ancien maire d'Ondarroa, s'en est pris violemment à « l'Audience National », le Tribunal qui a décrété cette inter-

diction.

Le choix de la ville de Beasain est symbolique étant donné que la direction d'Udalbiltza (représentant quatre courants abertzale du Pays Basque) fut élue par plus de mille délégués basques à Bilbao, en septembre 1999 lors de la première trêve de E.T.A. Le président de « Udalbiltza officiel » n'était autre que Jauregui, alors maire de Beasain et récemment désigné candidat P.N.B. à la présidence du Conseil Général du Gipuzkoa.

Au pied de l'arbre de Gernika

Pas moins de 700 élus du Pays Basque, du nord comme du sud, se sont retrouvés autour de l'arbre mythique cher aux Basques pour soutenir leur président Juan Jose Ibarretxe. Chacun sait que la justice espagnole lui reproche d'avoir rencontré les dirigeants du parti Batasuna, un parti illégalisé et qu'un procès est ouvert à son encontre.

Ils tenaient à protester contre le fait que le chef de la Communauté Autonome ne puisse pas rencontrer des personnes de son choix au moment où il mène sa croisade pour obtenir pour son pays la paix négociée tandis que d'autres, le parti socialiste basque par exemple, a fait la même démarche. Devant la « Casa de Juntas », édifice où le roi « des Espagnes »

venait prêter le serment de respecter les droits du peuple basque, Jose Antonio Ardanza et Carlos Garaikoetxea, anciens président de la Communauté ont tour à tour donné lecture d'un document intitulé « Accord entre d'une part la démocratie et l'exercice de la politique » et de souligner la nécessité du dialogue pour parvenir à un accord politique.

Mort de Loyola de Palacio

Tous les partis politiques démocratiques du Pays Basque se sont retrouvés pour accompagner Loyola de Palacio à sa dernière demeure. En quelques mois, la maladie a vaincu cette Basque intelligente et efficace politiquement très proche du parti d'Aznar et respectée. Ancienne ministre de l'Agriculture, Loyola de Palacio défendit avec vigueur les intérêts des agriculteurs espagnols en particulier les producteurs d'olives. En 1999, elle occupa les fonctions de vice-présidente de la Commission Européenne. Plus tard, Romano Prodi lui confia le ministère des Transports, de l'Energie et les relations avec le Parlement. Elle fit preuve de beaucoup d'efficacité préférant les réalisations concrètes aux schémas théoriques sans lendemain. Elle avait la passion de l'Europe et du service aux citoyens. Une délégation représentait le PNB à ses obsèques émouvantes.

Navarre



Uxue Barkos, candidate abertzale à Pampelune

damentalistes de Batasuna. On sait qu'elle a réussi voici peu à devenir Députée du Parlement à Madrid. Va-t-elle rééditer à Pampelune/Iruña ? Pourquoi pas ! Quoi qu'il en soit, en cas d'échec, l'ancienne journaliste d'ETB conservera son siège à la Chambre des Députés. Pour le moment, la campagne électorale n'a même pas commencé mais trois dames et deux hommes sont aujourd'hui sur la ligne de départ.

Elections Municipales à Pampelune

Des élections se profilent en cette année 2007 qui permettront à la « délicieuse » Barcina de conserver son fauteuil de Maire de Pampelune ou bien l'obligeront à s'en aller. Mais d'autres candidatures fleurissent déjà.

Torrens, un architecte récemment entré en politique, sera les candidats des socialistes (PSN), tout comme l'actuel Conseiller au Logement Burguete du parti CDN (Convergence Démocrate Navarrais), allié au parti UPN Idoia Sara Legui, actuelle représentante de l'Union de la Gauche (IU) à l'assemblée municipale, aspire au poste de maire. Par contre, c'est d'une première qu'il s'agit pour Uxue Barkos, laquelle envisage de gagner le fauteuil du Maire actuel et ce grâce au soutien de l'ensemble des abertzale autres que les fon-

Chemin de Santiago dit de « Baztan »

C'est le nom de l'une des nombreuses routes empruntées par les pèlerins reliant Bayonne à Pampelune (106 km au total) et passant par Ainhoa. Un guide complet a été présenté par l'association des amis du « Camino » à la maison de la culture Arizkunenea d'Elizondo, en présence du Conseiller à la Culture Juan Ramon Corpas et d'amis venus des Pyrénées Atlantiques, de Ciboure et de Navarre. 2000 guides vont être ainsi répartis dans la région contenant de nombreux renseignements trilingues accompagnés de relevés cartographiques précis sur les 6 étapes prévues. A savoir : Bayonne - Ustaritz, Ustaritz - Urdax, Urdax - Amaiur, Amaiur - Berroeta, Berroeta - Olagüe, Olagüe - Pampelune.

Des peaux de bananes

Elles sont très nombreuses dans le monde politique et ont pour but de faire chuter tel ou tel adversaire zélé. Il en existe aussi en Navarre. A preuve, la rencontre récente entre Fernando Puras, le tout nouveau candidat navarrais à la présidence de la Communauté Forale autonome, avec la direction de l'entreprise AENA regroupant les Aéroports Espagnols et les services de la Navigation Aérienne. Après cet entretien, F. Puras a fait connaître que les travaux du futur terminal de l'Aérodrome de Noain - Pamplona débiteront très prochainement. Il est question d'un bâtiment de 4 étages pour une surface de 12500 m² et d'un coût de 23 millions d'euros. Le président d'AENA Manuel Azuega se rendra lui-même à Pampelune pour confirmer l'annonce dès que le Conseil d'Administration de l'entreprise l'aura décidé. Une manière de faire qui n'a pas été apprécié par Alvaro Miranda, l'actuel conseiller des travaux publics du gouvernement navarrais, lui qui, a-t-il précisé, « attend depuis plus de trois mois un rendez-vous avec la direction d'AENA ».



La recherche et l'innovation, un défi à relever

A la mort du dictateur Franco et lors des premières années de l'autonomie en Euskadi, le niveau de la recherche et du développement était vraiment très faible, caractéristique d'un pays sous-développé. Les entreprises basques devaient acheter, en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon de la technologie pour la production de biens industriels ou d'équipement afin d'accéder au marché intérieur ou extérieur. Les premières années, le taux de recherche et développement sur la richesse produite était seulement de 0,06%, au niveau des pays les moins développés de la planète...

De plus, le statut d'autonomie ne prévoyait pas de transfert de compétence au Pays basque en matière de recherche et de technologie. Il fallait soit attendre que le Gouvernement central « définisse » nos besoins ou le « faire soi-même ». Dans les années 90, à la suite de la reconversion industrielle en Pays basque (taux de chômage moyen de 25%), la décision a été prise de créer un réseau de centres technologiques et de parcs technologiques en lien avec l'université basque émergente, grâce à un budget en constante augmentation. Il fut intégré au budget du Gouvernement basque, donc des contribuables et citoyens basques, même si la compétence n'avait pas été transférée par le Gouvernement central.



Le Lehendakari inaugure le centre Biomagune dédié aux biotechnologies.

Euskadi rattrape son retard

Aujourd'hui la situation est très différente. Si Euskadi a réussi à s'aligner au niveau européen sur le plan économique, troisième meilleure performance en création de richesse au regard des autres pays européens devant des pays comme la France, l'Allemagne ou l'Italie, elle est en train de réussir aussi sur le plan social et parviendra sans doute aux objectifs de Lisbonne concernant l'emploi. Combien de pays européens peuvent en dire autant... ?

Mais la convergence avec l'Europe sur la recherche et le développement n'est pas encore réalisée. Le chemin est long, mais le parcours de ces 15 dernières années est très encourageant. En Euskadi, la vitesse de croisière est élevée et le point de mire est fixé sur les grands pays scandinaves, les Etats Unis, la Suisse et l'Allemagne avec plus de 2,5% du PIB consacré à la recherche et au développement. Euskadi est situé aujourd'hui dans les pays du niveau intermédiaire (entre 1,5 - 2,5%) tels que la France, les Pays Bas, le Royaume Uni et la

Norvège. L'Espagne est à 1,1% au niveau le plus bas avec la Grèce, l'Italie, le Portugal,...

Une politique délibérée

La mise au niveau européenne s'accompagne de mesures générales, en matière d'éducation, d'innovation et d'apprentissage. Le lien science - technologie - entreprises est renforcé en misant sur le marché avec nos moyens de recherche-développement-innovation. Des mesures spécifiques sont prises. Euskadi a intégré l'Institut Européen de Technologie, Euskadi participe à la mobilité des chercheurs européens, et, enfin, Euskadi est considéré comme une région européenne d'excellence, connecté par la technologie et les marchés (Eranets, région de la connaissance, etc.).

Le taux de participation d'Euskadi dans le VIème Programme européen de Recherche a progressé de 41%, un taux remarquable qui prouve la volonté d'être présent dans le développement européen des années à venir. Euskadi est la région d'Europe la plus présente dans 9 Eranet, initiative de l'Union européenne pour connecter ses programmes de recherche-développement-innovation dans les principaux secteurs stratégiques : biotechnologie, micro et nano technologie, manufacture, technologie de l'hydrogène et technologie de l'information (TIC) industrielles. Toutes ces technologies sont orientées vers l'industrie. Euskadi est le leader dans le réseau manufacturier et participe au management-group de bio-technologie et micro-nano-technologie.

De nombreux chercheurs en Euskadi

La communauté scientifique d'Euskadi en bio science est composée de 300 chercheurs en biophysique, biotechnologie, biomatériaux, ... la communauté scientifique en nano science est composée de 400 chercheurs dans les divers domaines de cette discipline, micro technologie, unité physique des matériaux, ... La communauté scientifique manufacturière est composée de 350 chercheurs essentiellement dans la fabrication à haut rendement. Euskadi est également présent dans toutes les branches thématiques proposées par l'Europe : aéronautique, automobile, énergie, aliments, environnement, maritime, biens d'équipement, socio économie.

Le chemin est long mais l'objectif des 3% du PIB en recherche-développement-innovation est réalisable. Euskadi y arrivera certainement dans un délai proche. La décision stratégique des gouvernements basques précédents a été essentielle, en assumant directement le coût d'une compétence non transférée. Lorsque les Basques définissent un point stratégique, ils le suivent jusqu'à atteindre l'objectif fixé. Où en serions-nous, s'il avait fallu attendre Madrid ?

Jean Pierre Ithurbide



XORROTX

Solution pour les Wallons. Il paraît que les Wallons ne veulent pas se séparer de la

Flandre, et donc de la Belgique, parce qu'alors leur niveau de vie pourrait chuter de 25%. C'est un patriotisme à la Johnny Hallyday. Ils sont prêts à chanter n'importe quelle chanson devant n'importe quel bout de tissu pourvu que leur pouvoir d'achat ou le montant des royalties ne baissent pas. Nous, les Basques du Nord, nous payons nos impôts à l'Etat français pour payer les CRS qui encadrent nos manifestations pacifiques (la plupart du temps). Pour nos ikastolas, nos radios, notre chambre d'agriculture, notre développement économique, culturel, bref pour tout, nous devons mettre la main à la poche et comme ça ne suffit pas, il faut se retrousser les manches et vendre des Talo, des fringues, des calendriers, des txartel pour des kantaldi, des représentations théâtrales en faveur de ceci ou de cela, et si on a encore un peu de temps libre, celui qui est plombier (basque) va réparer les toilettes de l'ikastola ou donner des cours du soir à la Gau eskola à ses compatriotes qui ont été privé d'euskara dans leur enfance, il siège aussi souvent dans plusieurs associations qui organisent cette vie euskaldun, et puis écrit des articles pour raconter tout ça dans une, deux, ou trois langues, histoire d'être bien compris. Heureusement nos frères du Sud nous aide financièrement et ça donne du boulot au préfet (toujours payé par nos impôts) qui se démène pour empêcher ça au maximum. Donc, moi j'ai une solution pour régler le problème de la Belgique et, du même coup, celui du Pays-Basque dit de France : il suffit que la Wallonie soit rattachée à la France, qui s'en verra agrandie sinon grandie, en échange d'Iparalde qui rejoindrait naturellement le « grand » Euskal Herria indépendant que nous prépare dans mes rêves le señor Zapatero. Moins de 300 000 baskoï fouteurs de merde contre peut-être 4 millions d'ex sujets belges bien élevés, avec l'étendue de terre correspondant, c'est tentant. Quand à la Flandre, il n'y a qu'à la fougerger à l'Espagne ; d'ailleurs, dans le passé, ça lui appartenait ! Bon, si mon idée vous plaît pas, vous avez qu'à en proposer une autre ! C'est vrai quoi, c'est toujours les mêmes qui se décarcassent : les nationalistes ethniques avec un couteau dans la bouche et une bombe dans la poche ! Merde ! Comme on dit en Wallonie du sud.



Notre abertzalisme est un humanisme

EAJ-PNB défend un état d'esprit humaniste. Il est le défenseur de la singularité, du particulier et de la pluralité. Il affirme clairement la personnalité basque de ce territoire en elle-même plurielle. Nous, membres d'EAJ-PNB défendons l'euskara comme langue nationale de ce pays tout en intégrant les langues française et espagnole à notre patrimoine. Nous associons le Pays basque à une multitude de singularités reliées comme la langue, la culture, l'histoire, le patrimoine, les paysages ... plus ou moins présentes suivant les régions des provinces basques. Nous l'associons à des critères subjectifs ouverts comme la volonté d'être basque ou le fait d'y vivre. Notre mouvement défend la particularité de notre peuple et son unité dans une intégration ouverte à l'Europe fédérale. Nous sommes pourtant mis en cause dans cet humanisme par des adversaires résolus à nous discrediter.

Un prétendu racisme non avéré

De nombreux intellectuels de la mouvance Basta Ya utilisent le cliché ethnique du rejet pour qualifier le nationalisme basque. Ils invoquent le racisme de Sabino Arana Goiri, le fondateur de notre mouvement. A la fin du XIXème siècle, il avait déterminé cinq critères dont celui de la race pour créer un corpus idéologique à un premier nationalisme motivé par une crainte compréhensible de la mort de l'identité basque. Ce nationalisme nourrissait un sentiment de méfiance à l'égard des Espagnols symbolisé par le terme maketo. Ce sentiment défensif était conditionné par la peur de l'autre hégémonique face à une identité basque en crise. Nier l'universalité de cette peur identitaire est la spécialité de ces penseurs universalistes. La terrible révolution islamique iranienne n'a-t-elle pas été attisée par l'occidentalisation accélérée du régime autoritaire en place ? La pensée de Sabino est bien plus complexe, car elle défend avant tout les faibles, ce même ouvrier espagnol exploité dans les usines de Biscaye, les peuples asservis s'émancipant du joug colonisateur. A l'époque, la tendance raciale de Sabino était inspirée des nouvelles théories émergentes du XIXème siècle. La reporter à l'époque contemporaine, en la simplifiant, en la plaçant hors de son contexte, après Auschwitz

et l'atrocité nazie, c'est commettre un anachronisme trop facile pour être honnête. 110 ans après, la peur initiale et la méfiance qu'elle suscite sont dépassées. Notre abertzalisme a suivi une pensée humaniste intégratrice parce qu'une personne ne naît pas basque, elle le devient si elle le souhaite. Nous sommes loin du cliché ethnique déterministe qui suppose une appartenance des individus par leur origine et non par leur choix. Une enquête récente montre que les habitants de la Communauté autonome basque ont la conception la plus intégratrice d'un Basque, fondée surtout sur la volonté et la résidence. Le vote abertzale y est majoritaire. Les Navarrais et les habitants du Pays basque nord sont les plus « ethniques » et les moins abertzale.

Un nationalisme républicain

De nombreux responsables politiques français sont unis pour opposer les valeurs républicaines au nationalisme basque. Leur fameux modèle est censé assurer une noble cause, la tolérance à l'origine des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Sous couvert d'unité et d'entente entre les citoyens, le modèle initial rejette les différences religieuses, culturelles ou sociales hors du champ public. En les niant, les foyers de tension se sont multipliés : rejet des cultures régionales ou immigrées, négation des catégories sociales défavorisées par leur particularisme, haine du réflexe communautaire par un état d'esprit centré sur l'individu et non sur l'influence de l'environnement social spécifique.

Ces personnes confondent les valeurs de la République et le modèle censé les défendre. Nous dénonçons les dérives de ce modèle, au nom de ces valeurs, pour une République moderne qui assume les différences, les conjuguent pour défendre la liberté et l'égalité des personnes, dans leur identité propre et leur besoin d'identification collective.

Une singularité basque défendue autrement

De nombreux militants de l'abertzalisme radical nous considèrent comme des traîtres à la cause

basque. Nous aurions trahi la défense de notre particularisme, le combat pour notre libération, corrompus par l'appétit du pouvoir et la gestion quotidienne des institutions. Les injures adressées à un jeltokide, les attaques régulières de batzoki peints aux couleurs de l'Espagne nous le rappellent. Même notre siège social de Bayonne a bénéficié de leur génie artistique. A Bayonne, le bleu blanc rouge aurait été plus adapté que le rouge et jaune de l'Espagne éternelle. Bref, pourquoi opposer la gestion à notre combat politique ? Sans le redressement économique d'Euskadi, le débat sur l'indépendance serait-il crédible aujourd'hui ? Notre modération réside dans le calcul du possible en fonction de la période donnée et des rapports de forces démocratiques. La lutte armée aurait-elle favorisé la progression du vote abertzale ou aura-t-elle été un repoussoir ? Batasuna et ses prédécesseurs ont négligé le fait qu'un Basque, Navarrais ou d'Iparalde est très attaché à l'ordre. La lutte armée a créé un contexte de tension générateur d'une réelle souffrance au sein de la gauche abertzale, près de 350 morts, de nombreux cas de tortures, des situations familiales douloureuses, un déni de cette réalité par les médias espagnols et français, d'où une fermeture à l'autre et une difficulté à assumer la pluralité.

Certains comportements radicaux attestent, barbouillage des parties française ou espagnole de panneaux bilingues, absence du drapeau européen, localisme exacerbé sur les questions d'infrastructure, vision internationale tiers-mondiste comme projection de leur perception de Basques doublement aliénés socialement et nationalement.

EAJ-PNB n'est évidemment pas un mouvement sans faille, sa trop récente implantation en Pays basque nord le montre. Mais son esprit démocratique lui permet de s'autocritiquer sans complaisance et s'il le faut publiquement. Sa principale force réside dans son implantation locale et son contact au terrain. Les critiques les plus pertinentes viennent souvent du peuple et non d'adversaires gagnés par le jeu politicien.

Beñat Oteiza



Ah ! L'amour de la Patrie, qu'est-ce que ce noble sentiment ne nous ferait pas faire ! Je ne parle pas des abertzale basques, ni des Kurdes et des Tibétains, non. Non, je parle de Johnny Hallyday. Voilà un monsieur qui, à la soixantaine, se réveille soudain un beau matin avec, non seulement l'envie de pisser comme tout un chacun, mais également avec une irrésistible

envie de devenir Belge ! Ce qui, vous l'avouerez, n'est pas commun. Comme, évidemment, il ne s'agit pas d'une blague française, le chanteur nationaliste va se répandre dans les médias en long, en large, et en travers, non pas tout nu, mais moralement drapé dans son amour de la Patrie et physiquement dans un peignoir de luxe aux armes du Trésor Public

belge. Car bien entendu, la raison de ce désir brutal de changement de nationalité n'est motivé que par l'appât du Bien, du Beau, du Généreux ! Johnny Hallyday qui, incontestablement, avait déjà choisi un nom de scène fleurant bon le terroir Wallon à la place de cet affreux prénom francisant de Jean-Philippe (Smet), ne pouvait plus continuer à vivre avec



Economie et identité

Les ressorts de l'économie identitaire

L'annonce de la fermeture de FAGOR Electroménager à Saint Jean de Luz a fait l'objet d'un choc auprès des personnes au fait du mouvement coopérativiste : trahison de l'idéal coopératif au profit du marché, désintéret supposé de la maison mère.

C'est oublier que cette entreprise était tout sauf une coopérative : société financière de droit privé, au statut de société anonyme, elle était seulement la société de distribution des produits FAGOR pour la France, détenue par FAGOR Electrodomesticos, elle-même membre du groupe coopératif MCC-Mondragon.

Cet exemple illustre un paradoxe, celui d'une entreprise fortement identitaire, MCC, qui hors de ses frontières rompt avec les codes qui constituent son identité dans sa région d'origine : le mouvement coopératif, l'encrage au sein du Pays basque, la fidélité aux hommes (avec la devise de l'emploi avant tout). Saint de Luz n'est pas Mondragon, le pays basque est bien multiple...

Il convient de présenter les tenants et les aboutissants du lien entre identité et économie. Le terme d'économie identitaire regroupe des réalités bien différentes.

L'identité comme vecteur commercial

L'identité peut constituer un vecteur commercial au sein et en dehors du pays. L'encrage territorial véhicule auprès du consommateur une

image de qualité, qui elle-même découle du lien supposé et inconscient entre territoire et tradition. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine alimentaire, avec le développement des marques ou labels qui jouent sur l'idée de pays (fromages, poulets, jambons, ...). Le packaging entretient cet amalgame : l'étiquette d'un fromage représente souvent le berger ou le paysan sur un fonds de paysage bucolique, accadien, même si cette image n'a que peu de rapport avec le processus de fabrication réel du produit. L'identité quelque, peu passéiste et figée, est ici instrumentalisée à des fins marketing. Mais cette vision n'épuise pas la notion d'économie identitaire.



L'identité comme moteur de l'économie « patriotique ».

Le consommateur qui achète le fromage de son pays réalise un acte parfois conscient de défense de l'économie du pays qu'il aime. Acheter un produit d'un pays, c'est développer les ventes de l'entreprise qui le fabrique, et donc en dernier ressort l'emploi du pays. Le



consommateur intègre de manière croissante l'idée de la concurrence des entreprises au sein d'une économie ouverte. Cette économie ouverte n'est ainsi pas seulement synonyme de délocalisation, ou de choix économique froid, rationnel. C'est aussi le consommateur qui achète en priorité les produits des entreprises de son pays (cf. dans le secteur automobile), les collectivités publiques qui privilégient les entreprises nationales (cf. le scandale récent suscité par le contrat de la région Îles de France pour l'achat des TER avec le canadien Bombardier en leur et place d'Alstom). C'est encore les dirigeants d'un état qui font office de VRP de leur territoire, ou qui défendent l'emploi local (par des subventions, des protections douanières).

L'identité comme facteur de dynamisme économique

Les économies qui profitent de cet encrage identitaire tirent leur épingle du jeu. C'est le cas des Etats Unis, des pays asiatiques, du Pays Basque Sud. Pour utiliser une métaphore sportive, les gagnants de l'économie ouverte sont les pays qui jouent en équipe, unie, soudée, consciente d'elle-même et de sa force. L'identité, la culture permettent de donner une âme, de l'envie à l'équipe. Ici l'identité n'est pas synonyme de tradition figée, mais au contraire de dynamisme face au futur.

suite...

des papiers qui ne représentaient pas ce qu'il était au plus profond de lui-même, c'est à dire un fervent Belge qui lutte au quotidien depuis un demi-siècle pour la dignité et la reconnaissance de sa Patrie brocardée ignominieusement par des humoristes français en mal d'inspiration. Quel droit aurait-il de se revendiquer Belge ? Mais tous ! Certes, il n'a jamais vécu dans ce pays, mais son père, qu'il n'a pas connu, y est né ! Ensuite, il a survolé plusieurs fois la Belgique en avion lorsqu'il partait en tournée à travers le monde, il y a même atterri pour donner quelques concerts ! Et enfin quoi, le plus important, ce qui fonde sa belgitude : il parle couramment le belge ! C'est sa langue maternelle, comme l'euskara pour nous les Basques, et comme pour nous, on l'a humilié à l'école en lui défendant de la parler, lui expliquant qu'elle ne valait rien, qu'elle était même le pire handicap qu'il se pouvait pour réussir dans la vie. Mais Johnny est un révolutionnaire, un rebelle : il s'est retroussé les boutons de manchettes et il est allé à l'école du soir apprendre cette langue maudite que même le diable, dit-on, n'a pas réussi à apprendre. Trois heures de

cours deux fois par semaine, plus les stages d'été à Bruxelles, pendant des années ! En payant de sa poche le prix des cours, ce qui grevait lourdement son petit salaire de star du rock. Mais il y est arrivé, ce grand résistant, il parle aujourd'hui couramment cette langue belge réputée si difficile ! Une vie de Belge sous occupation française, c'est terrible, vous ne saviez pas ce que c'est ! Une lutte constante pour tout. A 20 ans, il a été enrôlé de force dans une armée étrangère pour aller occuper un autre pays étranger : l'Allemagne. Plus d'une fois il a ouvert sa gueule, il avait l'habitude paraît-il de crier à la face avinée de son adjudant qui le surveillait de trop près: « Qu'est-ce qu'elle a ma gueule ? » et ça l'a amené bien souvent aux portes du pénitencier. Noir, c'est noir l'avenir de la langue et de la culture belges ! Rendez-vous compte : la langue belge n'est même pas officielle en Belgique, alors que le néerlandais, le français, et l'allemand le sont ! Mais tant qu'il y aura des hommes fiers comme Johnny Hallyday, cette langue belge sera parlée et cette culture vivante ! Johnny ne cédera jamais, c'est une question d'honneur, d'atta-

chement viscéral à la Patrie menacée, et puisqu'on lui a refusé la nationalité belge, il ira en Suisse ! Ce magnifique patriote, exemple pour nous tous abertzale du centre, de droite, ou de gauche, icône de l'intégrité et du désintéressement, est le Nelson Mandela belge, le Jean Moulin Wallon et même, disons-le tout net : le Mahatma Gandhi Bruxellois ! car, nous le savons bien, son juste combat n'a jamais répondu par la violence à la violence de l'Etat oppresseur comme, hélas, d'autres belges désespérés par la longueur du combat ont pu le faire. Il sera donc un Belge en exil en Suisse, au moins jusqu'au retour de la démocratie fiscale en Belgique. Certes sa mère n'était pas suisse, mais il a pu prouver qu'il a acheté un luxueux chalet dans la station de ski ou vient se réfugier toute la Jet-Set apatride, tout le Gotha des Droits de l'Homme. « Borroka jarraitzen da ! » Le combat continue, en belge.





Les centres de formation sont indispensables au Pays basque

Jean Baptiste Mortalena

Responsable des enseignements technologiques
au lycée Cantau

Le lycée Cantau d'Anglet est aujourd'hui le premier établissement d'Aquitaine dans les métiers du Bâtiment Travaux Publics. Ce centre de formation accueille 1500 élèves, 1300 en formation initiale et 200 en alternance. Il propose des formations techniques, professionnelles qui se poursuivent par une école d'ingénieurs. (I.S.A. -BTP) Il a pu acquérir ce statut grâce à une politique permanente de renouvellement des formations en anticipant les besoins émergents. Actuellement, les énergies renouvelables sont évidemment intégrées aux cursus de formation. Les élèves apprécient la technicité de l'enseignement dispensé. Dans leur vie professionnelle, ils demeurent le plus souvent fidèles à la filière choisie. Cette réussite dans l'épanouissement de l'élève est une de nos meilleures garanties et une de nos fiertés.

Pour maintenir un emploi localement

Notre établissement a un rôle indéniable dans le maintien des emplois locaux et leur répartition géographique homogène. Les artisans du bâtiment et de la construction sont implantés dans l'ensemble du Pays basque aussi bien en milieu rural que dans les zones urbaines. Malgré la pénurie en main d'œuvre, cette profession apprécie la présence à ses côtés d'une structure professionnelle qui lance sur le marché de l'emploi 400 élèves par an. Ceux-ci n'ont aucun problème à trouver un employeur. Il y a actuellement 3 demandes d'emploi pour 1 élève ! Si seulement, la profession avait su anticiper cette pénurie prévisible en travaillant en amont avec nous !! Notre présence en Pays basque permet au moins d'atténuer localement cette carence

en emploi. Ailleurs, le déséquilibre est très certainement plus grave. La localisation d'un établissement comme le nôtre ou comme d'autres centres de formation est déterminante pour le marché environnant. 80% des élèves sont recrutés dans un rayon de 80 km. Un territoire en manque de structures de formation est un territoire handicapé pour se développer. La création d'une université Technologique en Pays basque est indispensable à ce titre. J'y suis particulièrement attachée en tant que professionnel de la formation parce que je constate au quotidien les bienfaits pour le territoire environnant de la formation.

La formation efficace dans un système décentralisé

Les territoires qui réussissent sont ceux qui connectent les mondes de la formation, de la recherche et de l'économie grâce à de vrais pouvoirs décisionnels. A Cantau, nous travaillons régulièrement avec le monde de l'entreprise en accompagnant un chef d'entreprise dans un domaine à développer en associant le lycée à ce projet. Un élève (Licence Prof.) est chargé d'étudier le problème avec une équipe de professeurs. Depuis 15 ans, chaque année entre 10 et 20 jeunes intègrent les entreprises et poursuivent leur projet. Dès le départ, ils deviennent responsables et occupent des fonctions importantes. Beaucoup sont de futurs créateurs ou repreneurs d'entreprises. En France, nous baignons malheureusement dans un conservatisme d'assistantat préjudiciable à l'économie. Le système d'enseignement est mis en place pour formater de futurs salariés.



La culture d'entreprise fait véritablement défaut. Nous sommes encore dans un système qui déresponsabilise. La centralisation excessive de ce pays est sa plus grande faiblesse à l'époque actuelle. La formation professionnelle est heureusement décentralisée au niveau des régions. Nous vivons au quotidien les bienfaits de cette mesure. Nous travaillons véritablement avec des interlocuteurs partenaires qui nous connaissent, qui nous suivent, qui nous financent en connaissance de cause. L'action est beaucoup plus rapide et efficace. Autrefois, nous ne connaissions pas les décideurs. Leurs intermédiaires servaient de filtre. Le contact direct est bien plus efficace. Nous étions dans une opacité préjudiciable. Lorsque je constate à quelle vitesse nos collègues d'Euskadi et de Navarre ont avancé en s'inspirant de notre expérience, il est évident que même dans notre secteur décentralisé, il nous reste à progresser. Les pouvoirs publics ne parviennent pas encore à animer les acteurs locaux comme le gouvernement basque le fait dans les clusters d'Euskadi. Nous devons passer de toute urgence d'une culture de l'assistantat à une culture de la responsabilisation en réduisant la hiérarchie et en donnant du pouvoir aux responsables sur le terrain, comme les professeurs et enseignants qui ne sont plus en situation de donner le meilleur d'eux-mêmes.



© Sabino Arana fundazioa - Euskal artxibategia

La guerre civile en Pays Basque Sud (1936-1937)

La période d'avant le Statut d'Autonomie (jusqu'au 7 octobre 1936) (II)

L'attitude du P.N.V. (suite)

A Saint-Sébastien, le PNV sera exaspéré par les massacres de la « justice spontanée » (107 victimes) et par les massacres de personnalités de droite prisonnières à la prison d'Ondarreta (30 juillet ; 53 morts) dont les responsables sont des éléments communistes. Il proteste fermement contre ces exactions, de même que le syndicat ELA-STV dans Euzkadi du 4 août.

L'attitude du PNV favorable à la République est condamnée par la hiérarchie catholique, en particulier par l'évêque de Vitoria, Mateo Mugica et par l'évêque de Pampelune Olaechea, dans un manifeste du 6 août que Mgr Mugica ratifiera à diverses reprises dans les semaines qui suivent. Malgré ce manifeste favorable à leur cause, les franquistes jugent comme tiède la position de ce prélat basque ; ce dernier qui au mois d'octobre se rend à un congrès à Rome ne pourra rentrer en Pays Basque, décident les franquistes : il passera plusieurs années en exil dans la cité papale.

Le PNV est accusé par les franquistes d'avoir conclu une alliance avec les communistes. Pas du tout, rétorquent les nationalistes basques : il n'y a eu aucun pacte, aucune alliance de conclue entre eux et les communistes ; ce qui s'est passé, c'est que les nationalistes basques comme les communistes se sont trouvés agressés par un ennemi commun constitué par le camp franquiste et qu'ils ont bien été obligés de se défendre.

Les premières opérations militaires

C'est en Gipuzkoa que s'exerce la pression militaire franquiste dès les premières semaines de la guerre.

Le Général Mola veut s'assurer le contrôle de la frontière française. Aussi, la bataille d'Irun commence-t-elle dès le 26 août. 3000 hommes de chaque côté s'affrontent, mais les fascistes ont un matériel supérieur. Au bout de 4 jours de combat acharné, les franquistes prennent l'avantage. L'exode commence le 30 août par la frontière d'Hendaye. Le 5 septembre, les derniers miliciens se réfugient en France, tandis

que des anarchistes incendient Irun.

Le 13 septembre, les hommes du colonel carliste Beorlegi entrent dans Saint-Sébastien sans tirer un seul coup de feu.

Les nationalistes basques empêchent les anarchistes d'incendier Saint-Sébastien.

Le colonel navarrais Jose Solchaga mène l'offensive franquiste à l'intérieur du Gipuzkoa, du 15 au 30 septembre. Le front se stabilise sur le fleuve Deba, à hauteur du village d'Elgeta, presque à la frontière de la Bizkaye.

Seize prêtres nationalistes basques sont fusillés dont José Ariztimuño Aitzol, très connu dans les milieux journalistiques et littéraires. Après avoir été torturé, il sera fusillé le 17 octobre, au cimetière d'Hernani.

La répression franquiste en Gipuzkoa est intense. L'idée était répandue chez les franquistes qu'il fallait « extirper le mal à la racine » et qu'il s'agissait d'une « opération de nettoyage pour sauver l'Espagne ».

Bombardements sur Bilbao et représailles

A partir du 31 août, les bombardements de l'aviation allemande sur Bilbao terrorisent la population, d'autant plus qu'il n'y a pas de refuges antiaériens et que c'est le centre de la ville qui est visé.

Les 25 et 26 septembre, les bombardements aériens font 88 morts et plus de 600 blessés dans la capitale bizkayenne. En représailles, le bateau-prison Cabo Quilates est attaqué, 35 détenus sont assassinés ; sur un autre bateau-prison, le Altuna Mendi, 29 prisonniers franquistes sont exécutés. A Durango, un bombardement fait 12 morts le 26 septembre ; en représailles, 21 prisonniers sont abattus.

Le 2 octobre, après un autre bombardement sur Bilbao, 50 prisonniers du Cabo Quilates sont exécutés.

Tous ces faits – qui, il faut le noter, se déroulent avant la formation du gouvernement basque – demeurent impunis. Les responsables de ces exactions sont les anarchistes de la CNT et des réfugiés du Gipuzkoa.

Au total, le nombre de victimes de la répression républicaine en Bizkaye depuis le 18 juillet jusqu'à la formation du gouvernement basque, le 7 octobre 1936, tourne autour de 200.

Ainsi, jusqu'à l'adoption du Statut d'Autonomie, le poids essentiel de la guerre repose sur le Frente Popular.

La situation va radicalement changer à partir du 7 octobre, date à laquelle les nationalistes bas-

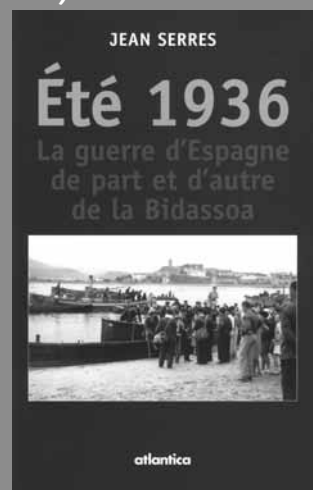
ques vont s'engager à fond et prendre la direction des opérations militaires. Mais le territoire qu'ils contrôlent est pratiquement réduit à la seule province de Bizkaye.

Par Jean-Claude LARRONDE



Livre

L'écrivain tarnosien Jean Serres a écrit un livre très bien documenté sur « La guerre d'Espagne de part et d'autre de la Bidassoa » (Été 1936). Il donne une recension minutieuse de 50 jours de combat qui ont eu lieu à Irun. Les principaux protagonistes sont évoqués de façon chaleureuse, par exemple les communistes Errandonea et Larrañaga ou les nationalistes basques Kepa Ordoki et Ramon Agesta. Il donne aussi une vision des conséquences de la guerre d'Espagne dans le sud-ouest de la France et surtout sur la Côte Basque. Pour ceux qui sont intéressés par le début des événements de 1936 et leurs conséquences en Iparralde, c'est un livre qui aide à comprendre ce qui s'est passé sur cette période dans le Nord Gipuzkoa. (Ed. Atlantica).





Une situation sociale difficile

Albert Darribat, le responsable de l'Union locale Pays basque de la CFTC est un homme en colère, effrayé par la violence des rapports sociaux actuels. Il est urgent de développer des métiers qualifiés pour la dignité des salariés.

Des conditions de vie pénibles

« Les chiffres du chômage montrent un certain progrès, mais pour nous à la CFTC, les conditions de travail sont aussi importantes que le travail lui-même. Nous n'accepterons jamais qu'un homme soit traité comme une marchandise. De nombreux licenciés retrouvent peut-être une activité, mais à quel prix. Ils sont reclassés dans des métiers qui ne leur conviennent pas, pour avoir suivi souvent des formations qui ne correspondent pas à leurs aspirations. Leurs nouveaux contrats sont en général précaires pour une rémunération moindre. Derrière des statistiques en amélioration, les lendemains des anciens licenciés sont très durs ». Après des années de travail dans une entreprise, la vie des anciens salariés de Ruwell, Arcc, Chupa Chupps a été bouleversée. Les responsables des sièges sociaux lointains invoqueront la logique économique de la mondialisation et ses exigences de compétitivité accrue. Albert Darribat préfère regarder au plus près de la vie des gens. « Un homme ou une femme ont besoin de confort matériel et spirituel. Si l'une des deux dimensions fait défaut, l'épanouissement est impossible. Un licencié c'est d'abord quelqu'un qui se dévalorise, qui n'est plus reconnu dans sa capacité à fournir un bon travail. Le risque de l'isolement le guette. C'est un cercle vicieux qui entraîne certaines personnes vers la catastrophe ». L'environnement social est défavorable pour éviter ce type de dérive. Dans une société qui isole, où le chacun pour soi triomphe, les personnes sont plus vulnérables. « Cela ne concerne pas que les chômeurs. Des salariés sont dans de telles situations de précarité qu'elles sont à la merci d'une direction peu scrupuleuse. Lorsqu'une mère de famille divorcée élève seule ses enfants, gagne un salaire minimum et n'a pas de vie sociale, cette personne est fragile. Elle est prête à accepter des condi-

tions de travail toujours plus dures ». Les précarités familiale, sociale, salariale s'accroissent et fragilisent les gens. Rien n'indique une inversion de cette tendance. Les chiffres officiels de l'Insee indiquent une décade de la pauvreté. « Cela me laisse perplexe. ATD Quart Monde affirme au contraire que la pauvreté ne cesse de gagner du terrain. Je rencontre aujourd'hui une nouvelle catégorie de pauvres. Des travailleurs qui ne parviennent plus à faire face à toutes les charges. Ils ont besoin des services d'Emmaüs, d'ATD Quart Monde, des Restos du Cœur. Le président de la Table du Soir me confiait n'avoir jamais vu autant de monde qu'aujourd'hui, tandis que sur le BAB il est compté en ce début d'hiver une centaine de personnes dormant dans une voiture faute aussi de logements et du fait de familles « décomposées » ».



Albert Darribat,
lors d'un lema eguna

Un contexte local défavorable

Le contexte basque aggrave une situation générale difficile. La flambée de l'immobilier plus marquée qu'ailleurs grève davantage les budgets. L'absence de développement diversifié de cette région rend encore plus difficile la réinsertion des personnes au chômage. « le choix du tout-tourisme a des conséquences graves pour les salariés. Cette région manque cruellement d'emplois qualifiés dans l'industrie ou le tertiaire. L'offre d'emploi est pauvre, sou-

vent peu qualifiée. Le salarié licencié a peu d'opportunités intéressantes pour rebondir. Dans la plupart des cas, sa situation se dégrade, son pouvoir d'achat régresse et il n'exerce plus un métier lié à ses compétences. Les dispositifs de réinsertion sont limités par cet environnement économique général défavorable ». Que faire ?

Un pays à fort potentiel

« Ce pays a de formidables atouts inexploités, porteurs de valeur ajoutée. On marche à l'envers ! La façade maritime permettrait un développement du fret. Quelques pistes à investir résolument, les produits fermiers de qualité dans des zones protégées en faveur du développement durable, une industrie liée à la forêt, à l'eau, à la géothermie. Quand je constate à Bidart que dans nos supermarchés, il est plus facile d'acheter des agneaux de Nouvelle Zélande que du Pays basque, je ne comprends pas ! Au lieu d'exploiter toutes les terres à des programmes immobiliers, il serait préférable de réserver quelques terrains à des agriculteurs volontaires. Il n'y a plus que deux bergers à Bidart ».

Sous l'effet d'un aménagement du territoire faisant du Pays basque une zone spécialisée dans le tourisme, ce pays n'a pas utilisé ses potentialités. Les mentalités et les comportements évoluent, mais nous payons encore des orientations technocratiques simplistes. Aujourd'hui, dans un contexte de concurrence accrue, de délocalisation, de fermeture d'entreprises et de licenciement, les salariés subissent maintenant les erreurs du passé. L'amélioration générale ne viendra pas de Paris ou d'ailleurs. Elle dépendra de notre capacité à créer ici des activités de haute valeur ajoutée qui assurent un pouvoir d'achat décent, digne d'une société moderne. Albert Darribat et ses adhérents de la CFTC l'ont bien compris. Leur adhésion à la plateforme Batera en est le résultat.

Les syndicats de salariés et Batera

« A la CFTC, nous avons une tradition de proximité due à notre conviction chrétienne. Nous travaillons au plus près de la réalité quotidienne des gens. C'est pourquoi, nous sommes membres de Batera. Cela a été voulu majoritairement au sein de l'Union locale Pays basque ». Pourquoi des syndicats comme la CGT ou FO refusent d'intégrer une démarche qui favorise le développement du Pays basque et les conditions de vie des salariés ?

« nous avons plus d'autonomie qu'eux dans nos prises de décision ». Albert reste discret sur le sujet par respect pour ses collègues syndicaux. Pourtant quelle contradiction chez ses syndicalistes censés défendre la cause salariale. Leurs arguments sont connus. Le particularisme, le nationalisme c'est la division, le renfermement ethnique. Ils n'ont rien compris à l'identité ouverte que nous défendons. Ils restent enfermés dans leurs vieux schémas qui confondent affirmation d'une personnalité collective et négation de l'autre. Etre pour un département Pays basque, une université ou l'officialisation de la langue basque, c'est tirer vers le haut ce pays, parce que nous sommes attachés à sa spécificité. Ce n'est pas par détestation des Béarnais ou des Français, mais par attachement au Pays basque. Nous sommes prêts à tout type de relation avec quiconque en toute amitié, mais dans le respect de ce que nous sommes. C'est la mentalité gagnante au service du développement de ce pays et de ses habitants.



La visite au Parlement de Gernika

Pour nous connaître

Un mouvement comme le nôtre est peu médiatisé. Il doit assurer sa promotion par ses propres moyens. Le site internet ou ce mensuel sont des outils permanents utilisés à cette fin. Mais ces médias ne remplacent pas le vécu, la visite sur le terrain. C'est pourquoi le 9 décembre dernier, nous avons proposé à nos sympathisants et nouveaux adhérents de mieux connaître notre mouvement en se rendant dans des lieux emblématiques.

Gernika, l'histoire visible de notre peuple

La trentaine de visiteurs s'est rendue à Gernika pour visiter le chêne et le Parlement de Biscaye. Cette capitale historique est un des hauts lieux de l'histoire du Pays basque. Cette ville a marqué l'histoire mondiale contemporaine du fait de son bombardement par l'aviation nazie lors de la guerre civile espagnole. Elle fut détruite pour briser le moral des Basques. Gernika représentait depuis le XIXème siècle la liberté des Basques, leur droit à se gouverner par eux-mêmes. L'histoire commune des Basques est celle de provinces librement liées à la Couronne d'Espagne ou au Royaume de France. Nous avons nous aussi nos Assemblées, les Labourdins et le Biltzar d'Ustaritz, les Bas-Navarrais et leurs Etats généraux, les Souletins et leur Silviet. Il ne s'agissait pas de verser dans un discours nostalgique, mais de mettre en valeur notre passé commun. L'histoire officielle et les discours des responsables politiques nous rendent amnésiques ou mettent en lumière les "différences irrémédiables de l'histoire". Les Basques du nord ignorent presque tout des liens profonds cachés qui les unissent à leurs frères peu connus du Sud. EAJ-PNB a pour devoir la prise de conscience de la fraternité

basque sans laquelle l'abertzalismo ne pourra pas avancer. Mieux nous connaître, c'est avancer vers cette voie de l'unité basque. Retrouver le passé n'est pas synonyme de passéisme lorsqu'il s'agit de mieux comprendre le présent et de se projeter vers le futur en adaptant les règles anciennes aux besoins de la modernité. La réussite de la Communauté autonome basque dont le système institutionnel interne est inspiré de la tradition basque nous le montre chaque jour.

Bilbao, la réussite politique des Basques

Le transfert se fit ensuite dans la bonne humeur des anecdotes savoureuses de notre président régional, Ramuntxo Camblong, vers la capitale économique du Pays basque actuel, Bilbao. La découverte de la politique de la ville était prévue par une marche entre le Palais des Congrès Euskalduna et le musée Guggenheim. La pluie battante nous contraignit à modifier le parcours. Nous décidions d'utiliser le nouveau tramway, une des nouvelles infrastructures de transport de la métropole prévues pour la projeter sur la scène internationale. La reconversion de cette métropole sinistrée était indispensable. L'ambition d'élever Bilbao au rang d'une ville majeure de l'arc



Josune Ariztondo, secrétaire nationale

atlantique ouverte au monde produit aujourd'hui ses effets. C'est un exemple grandeur nature de la nouvelle gouvernance, un partenariat des institutions publiques basques et espagnoles pour créer une ville du loisir, du tourisme et des nouvelles technologies. Le musée Guggenheim ouvert en 1997 et financé à 100 % par les autorités basques est le symbole le plus connu de ce programme d'ensemble planifié et réalisé par la vente de terrains en friche. A l'heure où l'influence de l'action politique pour le bien de la population est mise en doute, Bilbao est l'exemple même de l'efficacité publique dans un programme local de rénovation urbaine.

Sabin Etxea, au coeur de notre mouvement

Parvenus au centre ville de Bilbao, nous fûmes accueillis à Sabin Etxea, le siège national de notre mouvement par la secrétaire nationale du Parti, Josune Ariztondo. Elle nous accueillit chaleureusement en basque et en français. Elle nous guida à travers les nombreuses salles de travail et nous rendit compte de la situation politique actuelle. La journée s'acheva par un repas convivial, une autre tradition partagée avec nos frères du sud.



Le chêne de Gernika, symbole des libertés basques.



© JC Belhartz

Battitta QUEHEILLE « l'espoir est de retour en Soule »

Le président de la Communauté de communes de Soule est un homme confiant. Il nous communique sa vision d'une Soule qui se bat.

ves. Actuellement, nous gérons le développement économique, la petite enfance, la collecte des déchets, deux centres multiservices accueillant nombre de permanences précieuses pour les souletins.

Certaines critiques évoquent le manque de dynamisme et de projet d'ensemble pour la Soule, mais l'ajout de projets sans lien entre eux. Qu'en pensez-vous ?

Cela est faux. Nous disposons d'un projet de territoire cohérent et multisectoriel. Il est régulièrement remis à jour, à l'occasion de démarches participatives comme c'est le cas actuellement dans les domaines de l'économie, de l'habitat, des services à la petite enfance et de la culture.

Pays basque 2010 évoquait la complémentarité côte basque-Pays basque intérieur. Cela a-t-il un sens pour vous ?

Cela a bien sûr un sens. Grâce à Pays basque 2010, nous avons au moins appris à nous connaître. Mais les progrès sont lents d'autant que l'intérieur attend beaucoup de la côte. La côte semble satisfaite de son propre développement, malgré des discours sur la nécessité de travailler sur l'ensemble du Pays basque. Espérons qu'avec Pays basque 2020, les progrès seront plus significatifs. L'intérieur du Pays basque, structuré en Communauté de Communes se fait entendre collectivement dans cette démarche et a beaucoup à offrir, tant en qualité de vie qu'en matière de potentiel économique.

Avec l'attraction économique vers le Béarn et le pôle dynamique d'Oloron, la Soule ne garde-t-elle pas sa fierté provinciale tout en s'éloignant progressivement du Pays basque ?

La Soule garde sa fierté provinciale et son identité, c'est évident. Mais la Soule reste résolument basque et n'a aucune intention d'être « béarnisée ».

La langue souletine disparaîtra-t-elle et avec elle le sentiment souletin ? Pourquoi n'y a-t-il plus de centre culturel pour animer ce sentiment si nécessaire à votre développement ?

J'espère que la langue souletine ne disparaîtra pas ! De nombreux efforts sont accomplis notamment par la Communauté de communes

en faveur du souletin. Un acte politique fort a été posé avec l'adoption d'un livre blanc définissant une politique volontariste en la matière. Par exemple, le bilinguisme est de plus en plus appliqué dans les actes administratifs, dans les panneaux de signalisation. L'ensemble des communications de la Communauté est bilingue et nous venons de recruter une technicienne Langue Basque qui va nous aider à aller plus loin. Nous espérons que la totalité des écoles souletines adopteront prochainement le système du bilinguisme à parité horaire.

Certes le centre culturel Uhaizta a disparu, mais la richesse associative autour de la langue et de la culture basque est très grande. Le centre culturel n'a pas pu fédérer toutes les énergies, chacun voulant garder ses propres prérogatives. Mais la culture souletine fonctionne très bien. Après avoir vu Uhaizta s'essouffler, il faut laisser chacun s'exprimer dans son domaine. Nous verrons plus tard si la volonté de regroupement réapparaît.

Quelle est la situation des services publics ? A l'avenir, la Communauté de communes de devra-t-elle pas prendre le relais de l'Etat dans ce domaine ?

Malgré les grands discours sur l'égalité, l'Etat se désengage progressivement. Nous assistons à une érosion lente dans le maintien des services publics. L'argument financier est très difficilement acceptable alors que, par définition, un service public doit être présent sur l'ensemble du territoire par une nécessaire compensation entre zones urbaines et rurales. Nous sommes effectivement de plus en plus sollicités. On le fera lorsque cela est possible.

D'après l'enquête du Conseil de développement, il y a de moins en moins de jeunes en Soule. Que faire pour inverser la tendance ?

Non. Le nombre de jeunes se maintient. La proportion est moins grande du fait du vieillissement de la population, mais aujourd'hui les jeunes s'installent en Soule et il n'y a plus d'émigration subie. Le nombre de naissances est en progression. Il y en a plus de 100 par an. Pour vivre ici, les jeunes ont besoin de travailler sur place ou dans un rayon proche et bénéficier de services, de loisirs qui leur assurent des conditions de vie favorables.

Vu votre situation géographique, la Soule compte avant tout sur elle-même pour se développer. Quels sont les secteurs porteurs que les Souletins investissent ?

Les trois secteurs majeurs demeurent l'agriculture, essentiellement l'élevage ovin et bovin, l'activité tertiaire en développement (l'hospitalisation, les soins aux personnes, la santé, des services marchands) et l'industrie qui, malgré le revers de l'article chaussant, emploie encore 1200 personnes et a su se reconverter dans des domaines très variés.

La Communauté de Communes de Soule ne doit-elle pas se renforcer pour être plus efficace ?

Elle a défini ses compétences en 1999, puis a procédé à un léger toilettage en 2006. Nous avons surtout besoin d'asseoir nos prérogati-



© Christophe de Prada

Tardets, capitale de la Haute Saoule.